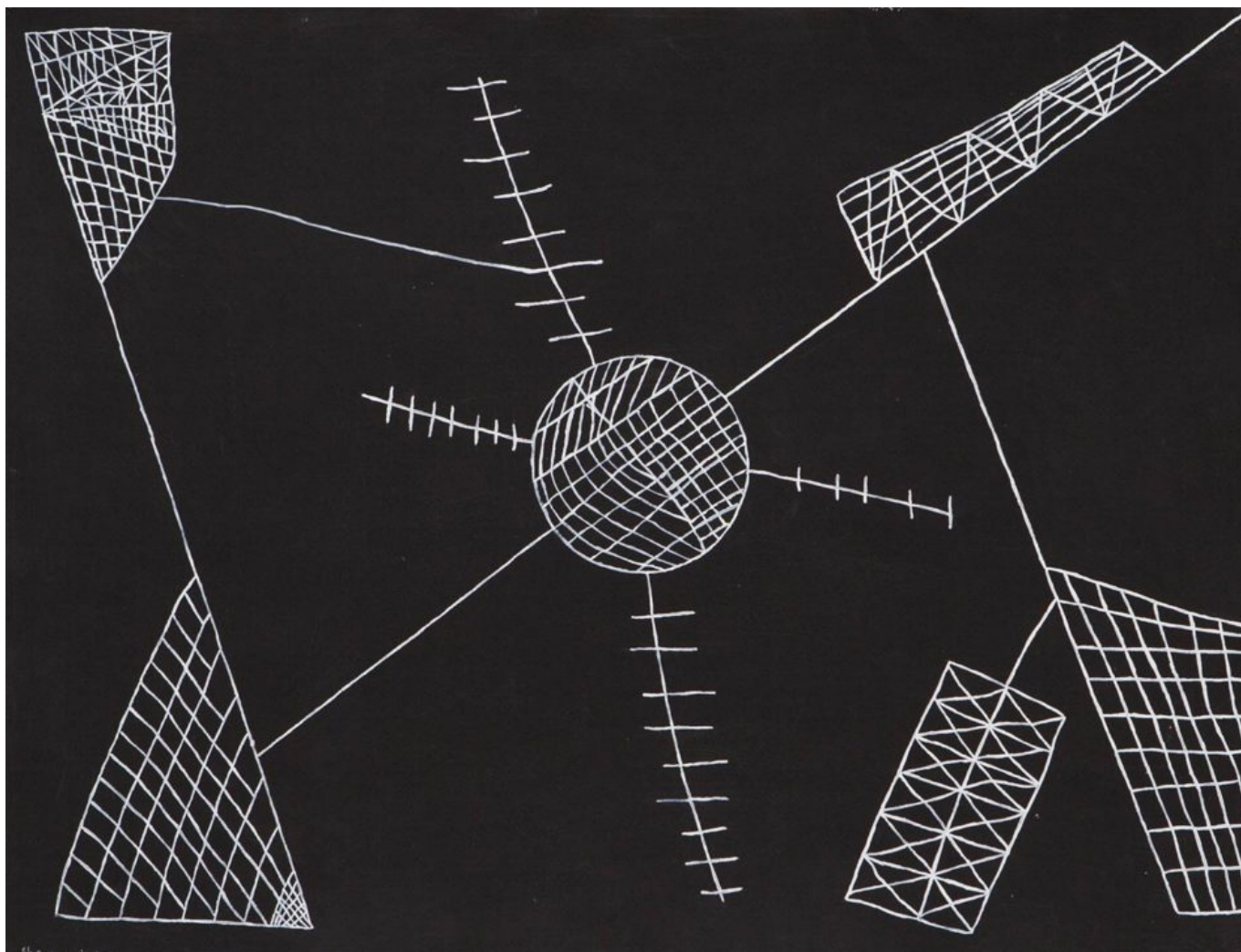


L'aube se lève partout et le monde se réveille



Sheroanawe Hakihiiwe (Venezuela), *Hema ahu* (Toile d'araignée avec rosée le matin), 2021.

Chers amis,

Salutations du bureau **de Tricontinental, Institut de recherche sociale.**

Le 2 février 2024, le peuple vénézuélien a célébré le vingt-cinquième anniversaire de la révolution bolivarienne. Ce jour-là, en 1999, Hugo Chávez a pris ses fonctions de président du Venezuela et a entamé un processus d'intégration latino-américaine qui, en raison de l'intransigeance des États-Unis, s'est **accélééré** pour se transformer en un processus anti-impérialiste. Le gouvernement de Chávez, conscient qu'il ne serait pas en

mesure de gouverner au nom du peuple et de répondre à ses besoins s'il restait lié à la Constitution de 1961, a oeuvré à une démocratisation de plus en plus avancée. En avril 1999, un référendum a été organisé pour établir une Assemblée constituante, chargée de rédiger une nouvelle constitution ; en juillet 1999, 131 députés ont été élus à l'Assemblée ; en décembre 1999, un autre référendum a été organisé pour ratifier le projet de constitution ; enfin, en juillet 2000, des élections générales ont été organisées sur la base des règles établies dans la Constitution nouvellement adoptée. Si je me souviens bien, il pleuvait à verse le jour où la nouvelle constitution a été soumise au peuple. Néanmoins, 44 % de l'électorat s'est rendu aux urnes lors du référendum, et une écrasante majorité de 72 % **a choisi** un nouveau départ pour le pays.

En vertu de la nouvelle constitution, l'ancienne Cour suprême du Venezuela – que l'oligarchie du pays avait utilisée comme mécanisme pour empêcher tout changement social majeur – a été remplacée par le Tribunal suprême de justice (*Tribunal Supremo de Justicia*) ou TSJ. Au cours du dernier quart de siècle, le TSJ a été perturbé par plusieurs controverses, en grande partie dues à des interventions de l'ancienne oligarchie, qui a refusé d'accepter les changements majeurs impulsés par Chávez dans ses premières années. En effet, en 2002, les juges du TSJ ont acquitté les chefs militaires qui avaient tenté un coup d'État contre Chávez, décision qui a indigné la majorité des Vénézuéliens. Cette ingérence permanente a finalement conduit à l'élargissement de la magistrature (comme l'avait fait le président étasunien Franklin D. Roosevelt en 1937 pour des raisons similaires) ainsi qu'à un contrôle législatif accru sur le pouvoir judiciaire, comme c'est le cas dans la plupart des sociétés modernes (comme aux États-Unis, où le contrôle des tribunaux par le Congrès est institutionnalisé par des instruments tels que la « clause d'exception »). Néanmoins, ce conflit sur le TSJ a fourni une première arme à Washington et à l'oligarchie vénézuélienne pour tenter de délégitimer le gouvernement Chávez.



Oswaldo Vigas (Venezuela), *Alacrán* (Le Scorpion), 1952.

En 2024, le nombre de personnes qui se rendront aux urnes dans le monde sera supérieur à celui de toutes les années précédentes. Environ soixante-dix pays, représentant collectivement près de la moitié de la population adulte mondiale, ont déjà tenu des élections ou en tiendront cette année. Parmi eux figurent l'Inde,

l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud, les États-Unis et le Venezuela, dont les élections présidentielles sont prévues au second semestre de cette année. Bien avant que le gouvernement vénézuélien ne proclame la date des élections, l'opposition d'extrême droite du pays avec le gouvernement étasunien avaient déjà entrepris d'intervenir, tentant de délégitimer les élections et de déstabiliser le pays en rétablissant des sanctions financières et commerciales. Au cœur du conflit actuel se trouve le TSJ **qui, le 26 janvier 2024, a refusé** d'annuler une décision de juin 2023 visant à disqualifier la personnalité politique d'extrême droite María Corina Machado – qui a appelé à des sanctions contre son propre pays et à une intervention militaire des États-Unis contre le Venezuela – et la déclarer inéligible au Venezuela au moins jusqu'en 2029, voire 2036. Dans le cadre de la procédure, le TSJ s'est penché sur le cas de huit personnes qui s'étaient vu interdire d'exercer une fonction publique pour diverses raisons. Six d'entre elles ont été réhabilitées, et deux, dont Machado, ont vu leur déchéance confirmée.

Washington a crié secours miséricorde suite à la décision du TSJ. Quatre jours après la décision du tribunal, le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, a publié un **communiqué** de presse dans lequel il déclarait que les États-Unis désapprouvaient « l'exclusion des candidats » aux élections présidentielles et qu'ils allaient donc sanctionner le Venezuela. Les États-Unis ont immédiatement révoqué la licence générale 43, une licence du Trésor qui avait permis à la société d'extraction d'or du secteur public vénézuélien Minerven d'effectuer des transactions commerciales normales avec des personnes et entités étasuniennes. En outre, le département d'État a averti que si le gouvernement vénézuélien n'autorisait pas Mme Machado à se présenter aux élections de cette année, il ne renouvelerait pas la licence générale 44 qui permet au secteur pétrolier et gazier vénézuélien de mener des activités normales et qui expire le 18 avril. Plus tard dans la journée, Miller **a déclaré à la presse** : « en l'absence d'un changement de ligne de la part du gouvernement, nous laisserons expirer cette licence générale et nos sanctions reprendront ».



Elsa Gramcko (Venezuela), *R-33* « *R-33 Todo comienza aqui, tout commence ici* », 1960.

La Charte des Nations Unies (1945) permet au Conseil de sécurité **d'autoriser** des sanctions en vertu de l'article 41 du chapitre VII. Elle souligne toutefois que ces sanctions ne peuvent être mises en œuvre que par le biais d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est pourquoi les sanctions étasuniennes contre le Venezuela, imposées pour la première fois en 2005 et aggravées depuis 2015, sont illégales. Comme l'a écrit la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les mesures coercitives unilatérales, Alena F. Douhan, dans son **rapport** de 2022, ces mesures unilatérales sont susceptibles d'entraîner une conformité excessive et des sanctions indirectes résultant de la peur des pays et entreprises d'être punis par les États-Unis. Les mesures illégales imposées par les États-Unis ont entraîné des dizaines de milliards de dollars **de pertes** depuis 2015 et ont servi **de punition collective** contre la population vénézuélienne (**forçant** plus de six millions de

citoyens à quitter le pays). En 2021, le gouvernement vénézuélien a formé le **Groupe d'amis pour la défense** de la Charte des Nations Unies pour rassembler les pays voulant préserver l'intégrité de la Charte et s'opposer à l'utilisation de ce type de mesures violentes, unilatérales et illégales. Les échanges commerciaux entre les membres de ce groupe ont augmenté, et bon nombre d'entre eux (**en particulier** la Russie et la Chine) ont fourni au Venezuela des alternatives au système financier et commercial dominé par les États-Unis et leurs alliés.



Jacqueline Hinds (Barbade), *Le sacrifice des bâtisseurs du canal de Panama*, 2017.

Le mois dernier, Tricontinental, Institut de Recherche Sociale a publié une étude historique, *Hyper-Imperialism*, et un dossier, *The Churning of the Global Order*, dans lesquels nous analysons le déclin de la

légitimité du Nord global, le nouvel état d'esprit du Sud global et les mécanismes violents utilisés par les pays du Nord pour s'accrocher désespérément à leur pouvoir. L'année dernière à Bridgetown, à la Barbade, une rencontre, parrainée par le Mexique et la Norvège, s'est tenue entre les gouvernements des États-Unis et du Venezuela qui ont signé l'Accord de la Barbade. Selon les termes de cet accord, le Venezuela devait permettre que la disqualification de certains candidats de l'opposition soit contestée devant le TSJ et les États-Unis devaient commencer à lever leur embargo contre le Venezuela. Il s'agit d'un accord que les États-Unis ont signé non pas en position de force, mais en raison de l'isolement auquel ils sont confrontés par rapport à l'OPEP+ (composée de pays du Sud qui, en 2022, **représentaient** 59 % de la production mondiale de pétrole) et de leur incapacité à affirmer pleinement leur autorité sur l'Arabie saoudite. Pour tenter de relever ces défis, les États-Unis ont cherché à ramener le pétrole vénézuélien sur le marché mondial. Après avoir refusé de participer aux conditions fixées par l'Accord de la Barbade, Mme Machado **a contesté** sa disqualification devant le TSJ, dont elle prétendait honorer l'autorité. Mais lorsque le verdict lui a été défavorable, Machado et les États-Unis ont puisé dans leur boîte à outils et ont constaté qu'il ne leur restait que la force : retour aux sanctions et retour à la menace d'une intervention militaire. Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Yvan Gil, **a qualifié** la réaction étasunienne d'« interventionnisme néocolonial ».

Le retour de Washington aux sanctions intervient alors que l'Associated Press a publié **un rapport** basé sur une note secrète du gouvernement étasunien datant de 2018 et qui prouve que les États-Unis ont envoyé des espions au Venezuela pour cibler le président Nicolás Maduro, sa famille et ses proches alliés. Wes Tabor, ancien responsable de la *Drug Enforcement Agency* des États-Unis, a déclaré à l'Associated Press : « Nous n'aimons pas le dire publiquement mais, de fait, nous sommes la police du monde », ignorant sans vergogne la violation du droit international que constitue cette opération. Telle est l'attitude des États-Unis. Ce genre de pensée, qui rappelle les clichés des westerns hollywoodiens, sous-tend la rhétorique des hauts fonctionnaires étasuniens. C'est sur ce ton que le secrétaire étasunien à la Défense, Lloyd Austin, menace les milices en Irak et en Syrie, **affirmant** que si celles-ci ont peut-être « de grandes capacités, j'en ai bien davantage ». Dans le même temps, Austin déclare que les États-Unis répondront aux frappes sur leur base militaire en Jordanie « quand nous le voudrons, où nous le voudrons et comme nous le voudrons ». *Nous ferons ce que nous voudrons*. Cette arrogance est l'essence même de la politique étrangère des États-Unis, qui font appel à l'Armageddon quand ils en ont envie. « Ciblez Téhéran », **dit** le sénateur John Cornyn, sans se soucier des implications d'un bombardement étasunien en Iran ou ailleurs.



Mario Abreu (Venezuela), *Mujer vegetal* ('Femme végétale'), 1954.

Bien sûr, la frontière est mince entre la persécution des opposants politiques et la disqualification de ceux qui réclament l'invasion de leur pays par une puissance étrangère, en l'occurrence « la police du monde ». Il est vrai que les gouvernements dénigrent souvent leurs opposants en les accusant d'être des agents de l'étranger (comme l'a fait récemment la sénatrice Nancy Pelosi à l'égard de ceux qui, aux États-Unis, protestent contre le génocide d'Israël contre les Palestiniens, **en les qualifiant** d'agents de la Russie et en demandant au *Federal Bureau of Investigations*, le FBI, de les surveiller). Machado, cependant, a ouvertement fait **des déclarations** appelant les États-Unis à envahir le Venezuela, ce qui, dans n'importe quel pays, serait considéré comme inacceptable.

En décembre 2020, j'ai **rencontré** plusieurs dirigeants de l'opposition vénézuélienne qui s'étaient élevés contre les positions de changement de régime défendues par des personnes comme Machado. Timoteo Zambrano, un dirigeant du *Cambiamos Movimiento Ciudadano*, m'a dit qu'il n'était plus possible de se présenter devant le peuple vénézuélien tout en appelant à la fin du *chavisme*, le programme socialiste mis en place par Hugo Chávez. Cela signifie qu'une grande partie de la droite, y compris la formation social-démocrate de Zambrano, a dû reconnaître qu'il serait difficile que ce point de vue obtienne le soutien populaire. Les gens d'extrême droite, comme Juan Guaidó et María Corina Machado, sont peu enclins à de véritables processus démocratiques, et préféreraient se balader à Caracas à bord d'un F-35 Lightning II.



Quelques mois à peine après avoir promis un allègement des sanctions à l'encontre du Venezuela, les États-Unis en sont revenus à leurs pratiques hyper-impérialistes. Mais le monde a changé. En 2006, Chávez s'est rendu aux Nations Unies et **a demandé** aux peuples du monde de lire *Hégémonie ou Survie* de Noam Chomsky, avant d'ajouter : « L'aube se lève partout... C'est que le monde se réveille. Il se réveille partout. Et les gens se lèvent ». Le 31 janvier 2024, Maduro s'est rendu au siège du TSJ, où il **a déclaré** : « Nous ne dépendons pas des gringos ou de qui que ce soit dans ce monde pour l'investissement, la prospérité, le progrès, l'avancement [ou] la croissance ». Faisant écho aux déclarations de Chávez il y a dix-huit ans, Maduro a affirmé : « Un autre monde est déjà né ».

Chaleureusement,

Vijay

Traduction, Chris & Dine